

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail



MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

RAPPORT NATIONAL SUR L'ETAT ET LE DEVENIR DE LA POPULATION DE LA CÔTE D'IVOIRE

Population et développement : défis et perspectives pour la Côte d'Ivoire

REPCI 2006



Sous le parrainage

du Ministre d'État,
Ministre du Plan et du Développement

Avec l'appui technique et financier

du Fonds des Nations Unies pour la Population

UNFPA

Sous la coordination de

Alexandre ASSEMIEN

Directeur de Cabinet

Ministère d'État

Ministère du Plan et du Développement

Philippe DELANNE

Représentant de l'UNFPA,

ÉQUIPE DE RÉDACTION

Rédacteurs et contributeurs

ALLA Della André
Géographe,
Maître Assistant,
UFR/SHS
Université de Cocody

ANOH Amoakon
Démographe,
Maître Assistant
UFR/SEG
Université de Cocody

ATTAHI Koffi
Géographe Urbaniste
BNETD

BAMSSIE Roger
Statisticien Démographe

SASSAN K.MOROKRO M
Médecin

DJOMAN Marc
Médecin spécialiste en Santé
de la Reproduction

ESSAN Kodja Valentin
Directeur des Politiques de Population

GOORE BI Y. Christine,
Directeur Général de la Population
et du Renforcement des Capacités

IRIE Mathurin
Sous Directeur
DGPRC,

KOFFI Enokou Jean,
Représentant Assistant,
UNFPA

KOUADIO BENIE Marcel
Professeur agrégé d'économie
UFR/SEG
Université de Cocody

KOUASSI Yao Euphrasie
Géographe,
Directeur de l'Égalité et de la Promotion
du Genre
MFAS

KOUASSI Lucien
Démographe,
INS

MIAN-DJANGONE Rachelle,
Chargée de Programme
Collecte et Analyse des données/S&E
UNFPA

TCHERE Seka
Enseignant-Chercheur
Université de Cocody

ZANOU Benjamin
Enseignant Chercheur
ENSEA

Contributeurs extérieurs

GENDREAU Francis
Démographe, Chercheur,
IRD,
Paris

GUINGNIDO GAYES Julien
Directeur des Opérations
UNFPA
Bénin

Édition et publication

DIAGABATÉ ATSÉ Solange
Chargée de Communication
UNFPA

GUEU-BIA Flore
Assistante au Programme
UNFPA

ADIAFFI Olivier
Éditeur - Imprimeur
Édicoms

COMITÉ DE SUIVI DU PROCESSUS D'ÉLABORATION DU RAPPORT

SUPERVISION

M. KOFFI Enokou,
Représentant Assistant,
UNFPA

Mme. GOORE BI Y. Christine,
Directeur Général de la Population
et du Renforcement des Capacités

MEMBRES

AKPOE Arthur
Sous Directeur
DGPRC

ALLOU Manizan
Sous Directeur
DGPRC

ATCHE AKA Emmanuel
Inspecteur,
Ministère de l'Éducation Nationale

GUEU-BIA Flore
Assistante au Programme
UNFPA, Abidjan

BOSSO Yvonne,
Directeur du Renforcement des Capacités
DGPRC

ESSAN Kodja Valentin
Directeur des Politiques de Population
DGPRC

EHOUAN TAI,
Bureau National d'Études
Techniques et de Développement
BNETD

IRIE Mathurin
Sous Directeur
DGPRC

KANGA Kouakou Auguste
Conseiller Technique
en charge de la Population,
MEMPD

KONE KIPEYA Brahim
Directeur de la Planification,
Ministère de la Famille et des Affaires
Sociales

Dr LIAGUI Amadou Ouattara
Ministère de la Santé et de l'Hygiène
Publique DC.PNSR/PF

LOKPO Ibrahim,
Directeur du Suivi Évaluation
DGPRC

MIAN-DJANGONE Rachelle,
Chargée de Programme
Collecte et Analyse des données,
UNFPA

TIAPANI Lucienne
Sous-Directeur
DGPRC

SIKA Glebelho Lazare,
Enseignant-Chercheur,
ENSEA

YAPI Ghislain Sylvestre
Ministère de la Lutte contre le Sida

YAPO Eugène
Chef du département de la démographie
et des statistiques sociales,
INS

Tables des matières

PRÉFACE.....	19	<i>II - Volume et caractéristiques des migrations.....</i>	57
AVANT-PROPOS.....	21	2.1 - Migrations internes.....	57
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	23	2.2 - Migrations internationales.....	58
INTRODUCTION.....	23	<i>III - Aménagement du territoire, développement de</i>	
<i>I - Le grand désordre des relations entre population</i>		<i>l'économie de plantation et migration.....</i>	64
<i>et développement.....</i>	23	3.1 - Économie de plantation.....	64
<i>II - Présentation de l'ouvrage.....</i>	28	3.2 - Problèmes fonciers en milieu rural.....	65
<i>Conclusion.....</i>	29	3.3 - Impact des migrations sur le développement.....	66
CHAPITRE I		<i>IV - Migrations et cohésion sociale.....</i>	66
ÉTAT, DYNAMIQUE ET POTENTIALITÉS DE CROISSANCE		4.1 - Migrations rurales et intégration dans le milieu	
DE LA POPULATION IVOIRIENNE.....	31	d'accueil.....	66
INTRODUCTION.....	31	4.2 - Migrations scolaires.....	67
<i>I - État de la population.....</i>	31	4.3 - Mariages mixtes.....	67
1.1 - Une croissance démographique encore rapide		4.4 - Évolution de la politique d'intégration des étrangers	
malgré un ralentissement récent.....	31	en côte d'ivoire: la question de la naturalisation	67
1.2 - La répartition spatiale de la population.....	32	CONCLUSION.....	69
1.3 - La structure par sexe et âge.....	36	CHAPITRE III	
1.4 - Une composition culturelle diversifiée.....	36	URBANISATION ET GESTION URBAINE.....	71
1.5 - Éducation.....	39	INTRODUCTION.....	71
1.6 - Type d'activité de la population d'âge actif.....	40	<i>I - Processus de l'urbanisation.....</i>	71
1.7 - La distribution de la population par ménage.....	42	1.1 - Le fait urbain dans l'histoire.....	71
<i>II - L'évolution des composantes de la croissance</i>		1.2 - Modalités de l'urbanisation.....	72
<i>démographique.....</i>	43	1.3 - Dynamique spatiale de l'urbanisation.....	73
2.1 - L'évolution de la fécondité.....	43	<i>II - Facteurs de l'urbanisation accélérée.....</i>	74
2.2 - Les tendances de la mortalité.....	46	2.1 - Rôle des politiques d'aménagement régional et	
2.3 - Les migrations internationales.....	48	urbain.....	74
2.4 - Le schéma de transition démographique.....	48	2.2 - Les migrations dans la dynamique démographique	
<i>III - L'évolution future de la population et la demande</i>		des villes.....	76
<i>sociale.....</i>	49	<i>III - Problèmes liés à l'urbanisation.....</i>	76
3.1 - Les perspectives démographiques.....	49	3.1 - Non-maîtrise de la croissance de l'espace urbain	76
3.2 - L'impact de l'accroissement démographique sur		3.2 - La crise généralisée des services urbains de base	77
la demande sociale.....	52	3.3 - Paupérisation croissante des populations urbaines	78
CONCLUSION.....	53	3.4 - Développement des pathologies sociales.....	78
CHAPITRE II		<i>IV - Pour une gestion urbaine durable.....</i>	78
MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT EN CÔTE D'IVOIRE		4.1 - Promotion de la gouvernance urbaine.....	78
INTRODUCTION.....	53	4.2 - Le financement du développement urbain durable	79
<i>I - Quelques aspects historiques des migrations.....</i>	54	CONCLUSION.....	79
1.1 - Historique des migrations.....	54		
1.2 - Politique de migration de la Côte d'Ivoire			
indépendante.....	55		

CHAPITRE IV	81
GESTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	81
INTRODUCTION	81
<i>I - Situation de l'environnement : état des lieux</i>	81
1.1 - Déforestation préoccupante	82
1.2 - Dégradation des sols et savanisation	83
1.3 - Surexploitation des ressources halieutiques	84
1.4 - Braconnage	85
1.5 - Dégradation de l'environnement urbain	87
<i>II - Prix à payer : graves menaces pour l'économie et les populations</i>	87
2.1 - Pertes de bois d'œuvre	87
2.2 - Pertes de biodiversité	87
2.3 - La pénurie des énergies domestiques à base de bois	87
2.4 - Baisse de la productivité des terres agricoles	88
2.5 - Prolifération des maladies environnementales	88
2.6 - Pertes en vies humaines et dégâts matériels liés aux catastrophes naturelles	89
<i>III - Politiques et stratégies de gestion de l'environnement</i>	89
3.1 - Politiques sectorielles	90
3.2 - Cadre institutionnel	90
3.3 - Cadre juridique	90
3.4 - Résultats des actions de protection de l'environnement	92
CONCLUSION	93
CHAPITRE V	
DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN	93
INTRODUCTION	93
<i>I - Cadre conceptuel et analytique</i>	94
<i>II - Analyse de la politique de développement du capital humain</i>	94
2.1 - Objectifs et stratégies des plans relatifs au développement du capital humain	95
2.2 - Pertinence des plans de développement du capital humain par rapport à la situation économique et démographique	95
<i>III - Éducation et développement du capital humain</i>	95
3.1 - Rendement interne et impact social	97
3.2 - Adéquation formation-emploi	97
3.3 - Impact de l'éducation sur les disparités de genre	98
3.4 - Problèmes et contraintes du système éducatif	100
<i>IV - Santé et développement du capital humain</i>	100
4.1 - Rendement interne du système sanitaire	102
4.2 - Faible développement de la médecine du travail et de la médecine traditionnelle	102
4.3 - Efficacité du système de santé	104
4.4 - Analyse de l'équité au sein du système de santé	105
4.5 - Problèmes et contraintes du domaine de la santé	105
CONCLUSION	105

CHAPITRE VI	107
JEUNESSE ET INSERTION SOCIALE	107
INTRODUCTION	107
<i>I - Emploi et insertion professionnelle des jeunes</i>	107
1.1 - Évolution de l'emploi de 1960 à 2006	107
1.2 - Insertion professionnelle des jeunes	110
<i>II - Les jeunes dans le conflit armé</i>	113
2.1 - Évaluation de l'importance numérique et des traits spécifiques des jeunes ex-combattants	113
2.2 - Analyse de la prise en compte des besoins spécifiques des jeunes dans le PNDDR/RC	113
<i>III - Délinquance juvénile</i>	114
3.1 - Situation générale de la délinquance juvénile	114
3.2 - Causes de la délinquance juvénile	115
3.3 - Persistance et impact de la délinquance juvénile	115
3.4 - Suivi, encadrement et assistance aux jeunes délinquants	116
<i>IV - Participation des jeunes à la vie politique et sociale</i>	116
4.1 - Dimensions de la participation des jeunes	116
4.2 - Participation politique et institutionnelle	117
4.3 - Participation à la société civile	117
4.4 - Leadership des jeunes	118
<i>V - Accès des jeunes aux loisirs</i>	118
5.1 - État des lieux	118
5.2 - Insuffisances des infrastructures et équipements	119
CONCLUSION	119
CHAPITRE VII	
GENRE, CULTURE ET PROMOTION DE LA FEMME	121
INTRODUCTION	121
<i>I - Évolution des valeurs familiales et communautaires</i>	121
1.1 - De la famille élargie à la famille nucléaire : redéfinition des rapports entre conjoints	122
1.2 - Implication progressive de la femme au partage de l'héritage	122
1.3 - De la persistance de la polygamie	123
<i>II - De l'exercice du pouvoir traditionnel à la participation à la vie publique</i>	124
2.1 - Participation de la femme à la prise de décision	125
2.2 - Participation des femmes à la vie politique et au processus de paix	125
<i>III - Inégalité dans l'accès aux facteurs de production et aux services sociaux de base</i>	125
3.1 - Participation à la vie économique	126
3.2 - Situation du genre en matière d'éducation et de santé	126

<i>IV - De la promotion de la femme à la lutte contre les disparités de genre : le fossé ivoirien</i>	128
Conclusion	129

CHAPITRE VIII

SANTÉ DE LA REPRODUCTION	131
--------------------------------	-----

INTRODUCTION	131
--------------------	-----

<i>I - Concept de Santé de la reproduction</i>	131
--	-----

<i>II - Évolution de la demande en Santé de la reproduction</i>	132
---	-----

2.1 - Santé de la mère et de la femme.....	132
--	-----

2.2 - Santé infantile.....	135
----------------------------	-----

2.3 - Santé du jeune et de l'adolescent.....	136
--	-----

2.4 - Santé de l'homme	136
------------------------------	-----

<i>III - Offre de service en Santé de la reproduction ...</i>	136
---	-----

3.1 - Organisation du système de santé.....	136
---	-----

3.2 - Législation, politique et programme de santé de la reproduction.....	137
--	-----

3.3 - Ressources humaines	139
---------------------------------	-----

3.4 - Médicaments et produits de la SR.....	139
---	-----

<i>IV - Accessibilité et qualité des services en Santé de la reproduction</i>	141
---	-----

4.1 - Accessibilité physique et financière aux services de SR	141
---	-----

4.2 - Qualité des services	142
----------------------------------	-----

CONCLUSION.....	146
-----------------	-----

CHAPITRE IX

VIH/SIDA ET SON IMPACT DÉMOGRAPHIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	147
--	-----

INTRODUCTION	147
--------------------	-----

<i>I - Situation épidémiologique.....</i>	147
---	-----

1.1 - Prévalence de l'infection à VIH en baisse	147
---	-----

1.2 - Prévalence du VIH/sida au sein des groupes cibles particuliers	148
--	-----

<i>II - Déterminants de l'épidémie du VIH</i>	149
---	-----

2.1 - La prostitution	151
-----------------------------	-----

2.2 - Pratiques sexuelles à risque	151
--	-----

2.3 - Stigmatisation et discrimination à l'égard des PVVIH	152
--	-----

<i>III - Analyse de la réponse au VIH/sida au niveau national</i>	153
---	-----

3.1 - Au niveau institutionnel.....	154
-------------------------------------	-----

3.2 - Renforcement progressif de la prévention.....	156
---	-----

3.3 - Prise en charge de plus en plus accrue mais inégale.	156
--	-----

3.4 - Suivi, évaluation et recherche opérationnelle	157
---	-----

3.5 - Apport du secteur privé et des médias	158
---	-----

3.6 - Mobilisation des ressources financières	158
---	-----

<i>III - Impact démographique et socio-économique du VIH/sida</i>	158
---	-----

3.1 - Impact démographique	158
----------------------------------	-----

3.2 - Impact économique du VIH/sida	159
---	-----

CONCLUSION.....	161
-----------------	-----

CONCLUSION GÉNÉRALE

DÉFIS ET PROPOSITIONS POUR UNE MEILLEURE INTÉGRATION DE LA POPULATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE	163
--	-----

<i>I - Vue d'ensemble.....</i>	163
--------------------------------	-----

<i>II - Défis majeurs.....</i>	164
--------------------------------	-----

2.1 - Disposer de données actualisées et fiables pour la planification du développement et la reconstruction post-crise	165
---	-----

2.2 - Maîtrise du rythme et des modalités de la transition démographique	165
--	-----

2.3 - Gérer les mouvements migratoires, les personnes déplacées internes et les réfugiés	165
--	-----

2.4 - Maîtrise de l'urbanisation et la promotion de la bonne gouvernance urbaine	166
--	-----

2.5 - Intensifier l'agriculture et accroître la productivité agricole	166
---	-----

2.6 - Maîtriser l'assainissement du milieu urbain ...	167
---	-----

2.7 - Améliorer la cohérence, l'efficacité et l'équité des systèmes éducatif et sanitaire	167
---	-----

2.8 - Lutter contre le phénomène des enfants travailleurs	168
---	-----

2.9 - Mettre en place un programme prioritaire de formation et d'insertion des jeunes	168
---	-----

2.10 - Assurer l'égalité et l'équité de genre en suscitant un changement culturel	168
---	-----

<i>III - Leçons apprises et perspectives.....</i>	169
---	-----

3.1 - Les principales leçons	169
------------------------------------	-----

3.2 - Les perspectives	170
------------------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	170
---------------------	-----

Préface

Les évolutions démographiques et leur impact sur le développement durable ont régulièrement constitué un enjeu majeur au centre des préoccupations des pouvoirs publics. La population en effet est à la fois source et finalité du développement économique et social. Cette dualité en fait assurément la première richesse des pays. Cependant pour jouer pleinement son rôle en tant que source du développement, c'est-à-dire pour constituer une véritable ressource économique, et donc un facteur de progrès, la population doit avoir une bonne éducation, recevoir une bonne formation et jouir d'une bonne santé.

L'évidence d'interrelations multiples et complexes entre population, environnement, économie et développement commande une bonne compréhension de la nature des liens qui existent entre les processus socio-économiques et la dynamique de population. Nul ne saurait ou devrait ignorer ces interrelations. Autrement, l'impact attendu des politiques et stratégies de développement serait non seulement limité, mais aussi pourrait conduire à des conséquences inattendues, voire malheureuses. La prise de conscience de ces relations à dimensions multiples a conduit la communauté internationale à initier des rencontres et conférences importantes : Bucarest en 1974, Mexico en 1984. À la suite de ces rencontres, la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) tenue au Caire en 1994, a réaffirmé l'interdépendance entre les facteurs démographiques et les variables du développement. Il y a été particulièrement souligné la nécessité de mettre en œuvre des mesures et des politiques fondées sur la reconnaissance de cette interdépendance dans une démarche globale et intégrée afin de promouvoir un développement humain et durable.

Les politiques publiques, pour être efficaces, doivent se conduire dans un cadre organisé, cohérent et maîtrisé. En un mot, le développement économique a besoin d'être planifié. Cependant, il est indéniable que la planification du développement ne saurait être pertinente si elle n'intègre pas la population dans toutes ses dimensions. En Côte d'Ivoire, le besoin de cette prise en compte de la population s'est traduit par l'adoption en 1991, d'une Déclaration de Politique de Développement des Ressources Humaines (DPDRH) et d'un Programme de Valorisation des Ressources Humaines. Des politiques sectorielles dans les domaines de l'éducation et de la santé ont été élaborées et mises en œuvre avec l'objectif d'assurer l'équilibre de l'offre et de la demande de services sociaux de base. En outre, le Gouvernement a adopté en mars 1997 une politique nationale de population.

Il n'est nullement nécessaire d'insister sur la qualité des données statistiques pour une planification et une programmation fiables du développement. Pour ce faire, la réalisation des différents recensements et enquêtes démographiques d'une part, et d'autre part, de diverses études sociodémographiques, ont permis de disposer d'une base d'information appréciable. Cependant, les interactions entre population et développement étant dynamiques, il est nécessaire de procéder périodiquement à

l'actualisation des connaissances, de revisiter les problématiques afin d'identifier les inflexions intervenues et les défis nouveaux à relever. La rédaction du présent rapport national sur population et développement dont le thème est " défis et perspectives pour la Côte d'Ivoire " se situe dans ce cadre. C'est vrai que dans le contexte sociopolitique actuel, les problèmes rencontrés par les populations demandent des solutions urgentes. La résolution de ces problèmes est une priorité pour le Gouvernement, bien évidemment. Mais il est tout aussi impérieux de réfléchir à l'avenir du pays et de se doter d'une vision du futur souhaité par les populations.

L'initiative prise par le Ministère d'État, Ministère du Plan et du Développement d'élaborer un Rapport National sur l'état et le devenir de la population ivoirienne vise cet objectif de planification stratégique. Cet exercice cadre parfaitement avec la nouvelle vision du Gouvernement qui veut impulser une politique dynamique de population pour réussir le pari de faire de la population une ressource économique de qualité au service du développement durable.

À travers une analyse de la situation sociodémographique de la Côte d'Ivoire à la lumière des interrelations entre tendances démographiques et socioéconomiques, ce Rapport National met en évidence les grands défis pour le pays en matière de population, genre et développement. La qualité des contributions proposées à travers les principaux thèmes abordés, les nombreuses sources statistiques actualisées auxquelles elles se réfèrent, font de ce document une source indispensable d'informations qui offre l'opportunité aux planificateurs et aux décideurs de disposer de données fiables pour orienter leur prise de décision.

L'aboutissement de ce premier Rapport National sur l'État de la Population est le fruit d'une coopération efficace entre le Gouvernement et le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). Puisse l'UNFPA trouver ici l'expression de la profonde gratitude du Gouvernement pour son appui financier, matériel et technique.

Le succès de ce travail a également été rendu possible grâce à la collaboration étroite et fructueuse entre les consultants nationaux et extérieurs, les membres du comité de suivi du processus d'élaboration et la Direction Générale de la Population et du Renforcement des Capacités. Tous n'ont ménagé aucun effort pour apporter leur expertise à la réalisation de ce Rapport. Qu'ils en soient tous félicités.

Pour notre part, nous prenons l'engagement d'institutionnaliser cet exercice en élaborant chaque année un rapport National sur l'État de la Population en Côte d'Ivoire; l'objectif étant de faire de cette publication la référence en matière de population et développement en Côte d'Ivoire.

Paul-Antoine BOHOUN BOUABRE
Ministre d'État, Ministre du Plan et du Développement

Avant-propos

Depuis le début des années 1980, la Côte d'Ivoire est confrontée à une crise socio-économique. Le taux de croissance du produit intérieur brut est resté faible et a été parfois négatif évoluant de +7,7 % entre 1960 et 1980 à -2,3 % en 2002 pour se situer à +1,8 % en 2005. Parallèlement le taux d'accroissement annuel moyen de la population était de 3,8 % de 1975 à 1988, correspondant à un temps de doublement de la population de 19 ans. Ce taux n'a pas connu une grande baisse se situant à 3,3 % entre 1988 et 1998. La population ivoirienne est donc passée de 6 709 600 habitants en 1975 à 15 366 672 habitants en 1988. Au regard de cette croissance rapide de la population, une des plus importantes au monde, et de la baisse du PIB, on a observé une baisse croissante et progressive du niveau de vie des populations ayant une incidence sur la santé, la scolarisation et le cadre de vie, aggravé par la crise socio politique et militaire que traverse le pays depuis 2002. L'incidence de la pauvreté est passée de 36,8 % en 1995 à 38,4 % en 2002 avec des variations régionales de 50 % et 64 %. La baisse du niveau de vie de la population est traduite par celle de l'espérance de vie à la naissance. Ce dernier se situant à moins de 50 ans, un des taux les plus faibles de la sous région, ce qui est inquiétant en regard des corrélations avec le VIH/SIDA.

Face à cette situation, au moment où le pays s'organise vers une sortie de crise, il est important de faire le point sur les interrelations entre population et développement et de mettre en exergue les défis majeurs pour la Côte d'Ivoire. Cela justifie l'intérêt de la présente réflexion sur " Population et développement en Côte d'Ivoire : Défis et perspectives " à un moment crucial de l'histoire du pays. Ce rapport a pour objectif de mettre en évidence les grands défis pour le pays en matière de population, genre et développement à partir d'une analyse critique de la situation socio- économique en terme d'orientation politique, d'offre et de demande de services sociaux. Il s'agit, principalement de : disposer de données actualisées et détaillées pour la planification du développement et la reconstruction post-crise, maîtriser le rythme et les modalités de la transition démographique, gérer les mouvements migratoires, les personnes déplacées internes et les réfugiés, maîtriser l'urbanisation et l'assainissement des villes, promouvoir un développement rural intégré, améliorer la cohérence, l'efficacité et l'équité des systèmes éducatifs sanitaires, assurer l'égalité et l'équité de Genre en suscitant un changement culturel, améliorer l'accessibilité et la qualité des services de santé maternelle et infantile, améliorer les moyens de prévention, de prise en charge des IST/VIH/Sida et assurer la sécurité transfusionnelle.

Le défi démographique nous semble plus que jamais une réalité incontournable cruciale pour le développement à court, moyen et long terme. Les divers éléments de la dynamique démogra-

phique que sont la fécondité, la mortalité et les migrations révéleraient une variété d'explications que sont : des résistances culturelles au changement ; un manque de politique claire des gouvernements et des instances de décision ; une déficience de l'offre en matière d'éducation, de santé de la reproduction. Peut être un peu tout à la fois. La Côte d'Ivoire en tout cas n'est pas encore véritablement entrée dans le processus de transition démographique.

D'une manière générale, on s'accorde à ne point focaliser sur une priorité. Place donc à une ferme politique de soutien à l'éducation et surtout à la scolarisation des filles, à la santé de la reproduction, réfléchie, adaptée au contexte et aux cultures et intégrées dans une politique générale de sortie de crise. Mais place aussi à des politiques efficaces et intégrées de développement régional équilibré et de décentralisation que seul l'État peut susciter et coordonner et qui fait la part belle à la responsabilité individuelle et l'égalité des chances et du genre.

Les travaux d'élaboration de l'ouvrage se sont étalés d'avril à septembre 2006 sous l'impulsion du Ministre d'État, Ministre du plan et du développement à qui j'adresse mes vifs remerciements pour son engagement et à toute son équipe. J'ose espérer que le présent rapport constituera le premier volume d'une série de publication annuelle sur les thématiques de population et développement pour une meilleure planification des interventions. La première raison de cette institutionnalisation est relative à la complexité et la non permanence des liens entre changements démographique et évolutions socio-économiques et environnementales. La deuxième est de disposer de données actualisées pour une meilleure prise en compte des questions de population dans les différents plans cadre de développement, notamment le Document de Stratégie de la Réduction de la pauvreté (DSRP), la Politique nationale de la Population, la politique de la jeunesse, la politique de promotion du genre, et de l'égalité des chances, le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF).

Je ne saurais terminer mes propos sans adresser mes sincères remerciements à tous ceux qui ont concouru à la production de ce document : cadres nationaux de l'administration, professeurs d'Universités, Chercheurs, spécialistes des questions statistiques et démographiques, sans oublier Messieurs Francis Gendreau et Guignido Julien qui ont accepté d'apporter une contribution scientifique à l'élaboration du rapport national sur l'état et le devenir de la population " Population et développement en Côte d'Ivoire : défis et perspectives ".

Philippe DELANNE
Représentant UNFPA/Côte d'Ivoire

Introduction générale

Introduction

Parler de "population et développement" dans le contexte ivoirien actuel pourrait sembler saugrenu, car cela signifie réfléchir sur le long terme et se projeter dans l'avenir, alors que les problèmes cruciaux qui se posent aujourd'hui à la Côte d'Ivoire sont bien plus immédiats et demandent des solutions urgentes.

Pourtant, il paraît important justement, par rapport à la grave crise que traverse la Côte d'Ivoire, de prendre un certain recul et de réfléchir à ce que sera ou pourrait être le pays dans 5 ans ou dans 10 ans. Il est d'ailleurs satisfaisant de constater que le Gouvernement ivoirien ait pris l'initiative de ce travail, démontrant ainsi sa volonté de ne pas se contenter de gérer la crise, mais au contraire de préparer l'après crise. Le rôle des responsables politiques est en effet d'agir par anticipation et, à travers l'action quotidienne, de poser les jalons pour le futur.

S'engager dans cette voie résulte cependant d'un pari relativement osé, car la démarche doit intégrer plusieurs éléments comme la dimension politique, les causes de la crise ou les difficultés de la sortie de crise. Elle peut heureusement s'appuyer sur les tendances "lourdes" de la démographie et de l'économie ivoiriennes qui resteront au-delà des événements politiques.

C'est dans cet esprit qu'a été réalisé ce rapport "Population et développement en Côte d'Ivoire : défis et perspectives". Dans cette introduction générale, la problématique des relations entre population et développement sera rappelée, puis divers aspects de ces relations concernant directement la situation ivoirienne seront examinés (première partie). Enfin, les chapitres composant cet ouvrage seront présentés dans une deuxième partie.

I - Le grand désordre des relations entre population et développement

DE MALTHUS À LA CONFÉRENCE DU CAIRE ¹

C'est avec la parution de l'Essai sur le principe de population (1798) que la théorie malthusienne voit le jour. Celle-ci suscite de grands débats durant le XIXe siècle, mais tombe ensuite presque dans l'oubli, notamment du fait du développement industriel de l'Europe et de sa transition démographique : les "spectres de Malthus" semblent alors définitivement écartés. Il n'en est rien, car la théorie renaît en force dans l'immédiate après-guerre avec l'apparition du néo-malthusianisme élaboré pour faire face à ce qui fut appelé "l'explosion démographique du Tiers-monde".

¹ - Ce paragraphe s'inspire de Gendreau, Véron, 1998

En effet, dans les années cinquante, la publication par les Nations Unies des premiers chiffres de la population mondiale ayant une certaine valeur statistique et l'élaboration des premières perspectives de population en 1951 suscitent chez certains responsables politiques une peur devant la "bombe démographique", qui engendre la naissance des premières politiques de population (1952 en Inde, 1953 en Égypte, etc.). Car "la croissance démographique rapide des pays sous-développés est considérée comme une menace pour le monde occidental dans la mesure où elle engendre pauvreté, misère des masses et sous-développement" (Gendreau, Piché, 2001)

Très vite, dans la décennie soixante, qualifiée de décennie du développement, l'argumentation se renforce et met en avant la thèse néo-malthusienne : la croissance démographique rapide est néfaste pour le développement. Cette thèse est très généralement acceptée par la communauté internationale, malgré les résultats largement négatifs de toutes les tentatives de mise en évidence d'une corrélation entre l'accroissement de la population et celui du revenu par habitant.

Les années soixante-dix sont marquées par la première Conférence mondiale sur la population (Bucarest, 1974), au cours de laquelle deux thèses s'opposent : celle affirmant que la croissance démographique est la raison principale du sous-développement et préconisant de porter les efforts sur les politiques de maîtrise de la fécondité, thèse soutenue par la plupart des pays du Nord ; la seconde - défendue par de nombreux pays du Sud - soutenant qu'il n'y a pas de problème de population en soi, mais uniquement des problèmes de développement, dont la résolution ralentirait automatiquement la croissance démographique ("la meilleure pilule, c'est le développement").

En fait, le *Plan d'action mondial sur la population* adopté à l'issue de la Conférence (Nations Unies, 1974) marque l'ébauche d'un consensus, qui se renforcera par la suite avec l'idée que les politiques de population doivent s'inscrire dans les politiques de développement. La Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD, Le Caire, 1994) approfondit le consensus en popularisant les notions de santé de la reproduction et de rapports de genre (Nations Unies, 1998).

DES RELATIONS COMPLEXES ET PARFOIS CONTRADICTOIRES

Dans cette vision des relations entre la population et le développement, la démographie, notamment la croissance de la population, reste considérée comme le principal obstacle au développement. Pourtant, la croissance démographique ne peut être étudiée de façon isolée et doit être replacée dans son

contexte politique, économique et social (l'échec du développement agricole, la domination du commerce international par les pays du Nord et leurs multinationales, la détérioration des termes de l'échange, le poids insupportable de la dette, l'explosion de la consommation des pays riches, l'extension de la corruption, etc.).

En effet, il est clair aujourd'hui que si "les relations population-développement existent plus que probablement, elles sont insérées dans des réseaux d'interdépendance tellement complexes et nombreux et dans des contextes tellement différents qu'il est extrêmement difficile de les réduire à des relations simples accessibles à notre modeste connaissance, du genre relation entre le taux d'accroissement démographique et le taux d'accroissement économique" (Loriaux, 2006). L'UNFPA lui-même reconnaît aujourd'hui cette complexité: "L'analyse qui établissait un lien entre la population, d'une part, les ressources et la croissance économique, de l'autre, simplifiait à l'excès la complexité des interactions et l'influence d'autres facteurs. L'analyse insistait sur la réduction du taux de fécondité et l'importance de la contraception, au détriment d'autres facteurs dont dépend également le nombre d'enfants" (FNUAP, 1999).

C'est ainsi que la transition démographique s'est amorcée de façon endogène en Europe à partir de la fin du XVIIIe siècle et du début du XIXe siècle, dans un contexte de "modernisation" des économies et des sociétés. Contrairement à la théorie malthusienne, on avait alors simultanément une forte croissance économique et une (relativement) forte croissance démographique.

De tels contre-exemples peuvent être multipliés, et notamment celui de la Côte d'Ivoire où le "miracle ivoirien" (croissance de l'économie de près de 8 % par an en moyenne de 1960 à 1980) s'est produit dans un contexte de forte croissance démographique (de l'ordre de 4 % par an en moyenne sur la même période). Et la crise économique s'est amorcée en Côte d'Ivoire alors même que la croissance démographique entrait dans une phase de décélération! Il n'y a donc de relation automatique ni entre croissance démographique rapide et faible développement, ni entre ralentissement démographique et développement.

COMMENT INTÉGRER "POPULATION ET DÉVELOPPEMENT" DANS UN CONTEXTE DE CRISE ÉCONOMIQUE?

D'autres contradictions se retrouvent dès que l'on parle d'intégrer la population et le développement dans le contexte mondial actuel, caractérisé par la toute puissance du libéralisme économique et par la crise économique internationale.

C'est ainsi, en tout premier lieu, qu'il apparaît contradictoire de prôner simultanément le libéralisme et la mise en œuvre de politiques intégrant les variables démographiques dans la planification du développement. Car ces politiques, qui débouchent sur les politiques de population, impliquent un nouveau domaine d'intervention de l'État, alors que l'idéologie libérale prône par ailleurs un désengagement de l'État, qui aboutit notamment à l'abandon de toute idée de planification.

La seconde contradiction, c'est l'affaiblissement généralisé non plus de la seule planification, mais tout simplement de l'État. La crise actuelle entraîne dans de nombreux pays un retrait de l'État: dans certaines régions, il n'y a plus d'État, le pouvoir central est très lointain, l'administration ne fonctionne plus guère, les dispensaires n'ont plus ni infirmiers ni médicaments, les

écoles n'ont plus de maîtres, les routes se dégradent, la sécurité n'est plus assurée, etc. Comment dès lors parler sérieusement de politique de population?

Enfin la thérapie préconisée par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale afin de sortir les économies du sous-développement en les restructurant pour les conduire à une croissance stable et au "rétablissement de grands équilibres économiques fondamentaux", a consisté dans les années quatre-vingt, à soumettre ces pays à des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS). Ces programmes d'inspiration libérale comportent plusieurs volets dont l'un, la réduction des dépenses publiques, se traduit le plus souvent par des diminutions drastiques des budgets sociaux, en particulier ceux de l'éducation et de la santé. Il en résulte une troisième contradiction pour les politiques de maîtrise de la fécondité puisque la recherche démographique a clairement mis en évidence l'importance des niveaux de l'instruction des mères et de la mortalité infantile comme facteurs de la fécondité: la réduction des budgets sociaux risque d'avoir pour conséquence une déscolarisation, surtout des filles (phénomène déjà observé dans certains pays) et une stagnation, voire une dégradation de la santé des populations, donc un risque de hausse de la mortalité, en particulier de la mortalité infantile. On observe ainsi une hausse de la mortalité en Côte d'Ivoire durant les années quatre-vingt.

LES RELATIONS POPULATION-PAUVRETÉ-INÉGALITÉ

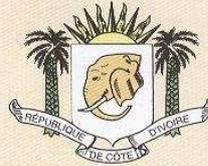
Devant l'aggravation de la crise économique mondiale et la persistance du sous-développement, la Communauté internationale met en avant à la fin du XXe siècle la lutte contre la pauvreté, phénomène majeur des sociétés contemporaines tant dans les villes que dans les campagnes, tant dans les pays du Nord que dans ceux du Sud. Elle s'accorde sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) adoptés le 8 septembre 2000 par l'Assemblée générale des Nations Unies dans la "Déclaration du Millénaire" (Nations Unies, 2000)

Les OMD concernent non seulement la lutte contre la pauvreté, mais aussi des objectifs démographiques (mortalité maternelle et infantile), sociaux (nutrition, scolarisation, lutte contre le VIH/sida, le paludisme et les grandes endémies, accès aux médicaments essentiels), environnementaux (gestion des ressources, accès à l'eau potable) et économiques (réduction de la dette, libéralisation du commerce international). On retrouve la théorie libérale avec l'affirmation que "le développement économique est et sera engendré par la libéralisation des marchés, l'ouverture aux marchés mondiaux, le développement de structures démocratiques, le retrait de l'État des activités économiques et son corollaire la privatisation" (Gendreau, Pich 2001).

La lutte contre la pauvreté entre alors dans ce cadre, puisque la réduction de la pauvreté demande une croissance économique forte et que, pour obtenir cette croissance économique il faut une libéralisation des échanges et une meilleure insertion des pays dans la mondialisation. On retrouve ici le même simplisme de raisonnement qu'avec le malthusianisme, comme les relations complexes entre croissance économique, commerce international, pauvreté, inégalités, accès aux services sociaux, capital humain, etc. La démarche souffre de la prise en compte de l'accroissement des inégalités, alors que



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail



MINISTÈRE D'ÉTAT,
MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT

RAPPORT NATIONAL SUR L'ÉTAT
ET LE DEVENIR DE LA POPULATION DE LA CÔTE D'IVOIRE

Population et développement : défis et perspectives pour la Côte d'Ivoire

REPCI 2006

